

## Coopération

# Russie-Venezuela : un sauvetage fragile

Le soutien du Kremlin au régime vénézuélien en place est également lié à la stratégie du géant pétrolier russe Rosneft

**Les faits** — Le président vénézuélien Nicolas Maduro a ordonné le transfert du siège social européen de la compagnie pétrolière d'Etat PDVSA vers Moscou. Un sauvetage in extremis au lendemain des sanctions américaines.

Nul ne s'attendait à une annonce majeure lors de la visite de travail de Delcy Rodriguez, la vice-présidente du **Venezuela**, vendredi 1er mars à Moscou. Il n'y avait pas de rencontre prévue avec le président russe Vladimir Poutine. Et pourtant. Lors d'une conférence de presse avec le ministre russe des Affaires étrangères **Sergueï Lavrov**, Delcy Rodriguez a annoncé que « le président du Venezuela **Nicolas Maduro** a ordonné que le siège social européen de PDVSA [Petroles des Venezuela SA, la compagnie pétrolière propriété de l'État vénézuélien, ndlr], qui se trouve actuellement à Lisbonne, soit transféré à Moscou afin de renforcer notre coopération ».

Ce transfert intervient un mois après les sanctions américaines à l'encontre de la compagnie pétrolière nationale du Venezuela, qui visent à étouffer le régime contesté de Nicolas Maduro – **soutenu par la Chine, la Russie** et la Turquie – au profit de **Juan Guaido**, président par intérim autoproclamé et reconnu par une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis et la France.

« C'est le bon moment pour le faire, a expliqué la vice-présidente vénézuélienne. L'Europe ne nous donne pas de garanties nécessaires, car le monde capitaliste viole ses propres lois. Ils ne sont pas en mesure de nous garantir l'intégrité de nos actifs. (...) Nous révisons le format de nos relations. »

**Actifs toxiques.** Pour Alexeï Gromov, directeur des études énergétiques à l'Institut de l'énergie et des finances, le déménagement de son QG européen ne réglera pas les problèmes de PDVSA. « C'est une mesure temporaire pour sauvegarder le reste des avoirs mais qui ne changera pas la donne. A ce stade, il n'existe pas de stratégie de la part de Moscou pour sauver PDVSA », observe-t-il. Le géant pétrolier russe Rosneft « possède des parts dans une filiale de PDVSA, dont la plupart sous forme de crédits [presque 3 milliards de dollars, ndlr], mais ces actifs sont devenus toxiques avec la crise au Venezuela. Les compagnies pétrolières russes ne sont pas prêtes à aller plus loin avec PDVSA puisqu'elles sont elles-mêmes placées sous sanctions américaines. Le sort de PDVSA dépend des pourparlers au niveau politique. »

Stanislav Mitrakhovitch, spécialiste de l'énergie à l'Université des finances du gouvernement russe, abonde. « Le transfert du siège social ne servira pas à grand-chose, puisque la quasi-totalité des transactions de PDVSA se font en dollars, elle dépend du système financier américain. Si Washington veut vraiment l'exclure du marché international, il peut tout à fait faire cela, même si le siège de PDVSA se trouve en Russie. »

Depuis la présidence d'Hugo Chavez, les investissements russes au Venezuela sont concentrés sur le secteur d'extraction pétrolière. En deux décennies, près de 20 milliards de dollars ont été déboursés par Moscou dans le « pays frère » d'Amérique latine. L'avènement d'un régime pro-occidental ne ferait pas les af-

fautes de la Russie pour peu qu'une mauvaise expérience, dans un passé pas si lointain, fasse office de leçon.

« L'Etat russe avait accordé un crédit [de 3 milliards de dollars en 2013] au régime pro-russe de Viktor Ianoukovitch, quelques mois avant le renversement de son gouvernement par le Maïdan. Ensuite, le nouveau président ukrainien, Petro Porochenko a refusé de rembourser la dette. La plupart des contrats dans le secteur énergétique entre Moscou et Caracas ont été signés avec Maduro, un changement de régime sera donc très risqué pour les investissements russes », rappelle Alexeï Gromov.

**Faute stratégique.** L'irréductible soutien du Kremlin au régime vénézuélien en place est également lié à la stratégie entreprise par Rosneft, le géant pétrolier russe, et à son redoutable PDG, Igor Setchine. Agé de 58 ans, le « Monsieur pétrole » du Kremlin est un fidèle parmi les fidèles de Vladimir Poutine.

« Setchine, c'est la personne qui peut vraiment influencer la décision de Poutine. Au début des années 2010, il a forcé d'autres compagnies pétrolières russes qui n'étaient pas attirées par le Venezuela, telles que Gazprom Neft et Lukoil, à aller investir dans le pays. Au fil des ans, la situation au Venezuela ayant changé, les autres sont parties, mais Rosneft est resté. Maintenant partir, c'est très compliqué », souligne Stanislav Mitrakhovitch.

« En investissant au Venezuela, Igor Setchine a voulu faire de Rosneft une compagnie mondiale. Mais comme beaucoup, il n'a pas pressenti ce qu'il allait arriver dans ce pays. Aujourd'hui, le choix du Venezuela semble être une faute stratégique », remarque Alexeï Gromov.

---

## L'AUTEUR VOUS RECOMMANDE

### Sanctions

Rosneft, symbole des craintes des grandes sociétés russes

Emmanuelle Ducros

WSJ & L'OPINION

### Economie

Cuba tremble pour son pétrole vénézuélien

John Otis

### Amérique latine

Antonio Ledezma: «Il faut appliquer au Venezuela le droit d'ingérence tel qu'il est prévu par les Nations Unies»

Gilles Sengès

## VIDÉO RECOMMANDÉE

**Européennes: la droite cible Macron et Raffarin**

---

---

Video Smart Player invented by Digiteka